

d'Edmonton de l'été dernier, qui ont connu un franc succès. Tout en étant déterminé à continuer à faire valoir pleinement l'intérêt du pays sur le plan international, le gouvernement du Canada a mis au point de nombreux mécanismes de coopération en vue de faciliter la réalisation des intérêts des provinces sur la scène mondiale. Dans le dessein de faire un seul tenant de nos intérêts nationaux, nous avons fait des efforts particuliers pour consulter les provinces au sujet des positions adoptées par le Canada aux Négociations commerciales multilatérales et à l'occasion des négociations avec les États-Unis sur les frontières maritimes et sur les pêches.

Dans ces activités, le Ministère n'a cessé de reconnaître la contribution des Canadiens de diverses origines culturelles. Par notre programme d'affaires publiques, et par d'autres moyens, nous amenons la communauté internationale à percevoir de plus en plus le Canada comme une société démocratique, ouverte sur le monde et dynamique, capable de résoudre positivement ses problèmes internes. Pour leur part, les autres nations estiment beaucoup le rôle constructif qu'un Canada uni a joué, et peut continuer à jouer sur la scène internationale.

L'année qui vient de s'écouler a vu un renforcement des arrangements consultatifs entre nations industrialisées et mis en évidence les liens importants qui existent entre les problèmes économiques internationaux et nationaux. Le Canada a joué son rôle sans se dérober et s'est attaqué aux problèmes communs de croissance, d'inflation, de chômage et d'instabilité monétaire, en oeuvrant au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Fonds monétaire international (FMI), et surtout en oeuvrant au sein du groupe du Sommet économique des Sept. Les conclusions de la réunion ministérielle de l'OCDE en juin et du Sommet de Bonn en juillet ont traduit la conviction croissante qu'une action concertée serait bénéfique non seulement pour les principales nations industrialisées, mais pour la communauté internationale dans son ensemble. Les événements récents en Iran mettront davantage à l'épreuve la capacité de la communauté internationale à gérer l'économie de la planète — défi que nous sommes maintenant en mesure de relever avec confiance par suite des discussions tenues la semaine dernière au sein de l'Agence internationale de l'énergie, aux travaux de laquelle le Canada participe activement.

Si les Négociations commerciales multilatérales (NCM), maintenant dans leur phase finale, connaissent une issue heureuse, cela contribuerait grandement à des échanges internationaux plus ouverts et plus justes. Les exportations du Canada ont des chances de profiter directement d'une réduction générale des tarifs et de la suppression des barrières non tarifaires. Même s'il est certain que s'accroîtra, dans certains secteurs, la concurrence au chapitre des importations, bien des coûts de facteurs de production diminueront, ce qui devrait favoriser la compétitivité industrielle du Canada tant au pays que sur les marchés d'exportation. L'issue des NCM, malgré son importance, ne constituera qu'un élément du processus de rajustement beaucoup plus vaste auquel devront faire face les économies du Canada et du monde dans son ensemble. Les relations économiques de plus en plus complexes entre pays développés et en développement demeurent une importante donnée de ce processus.